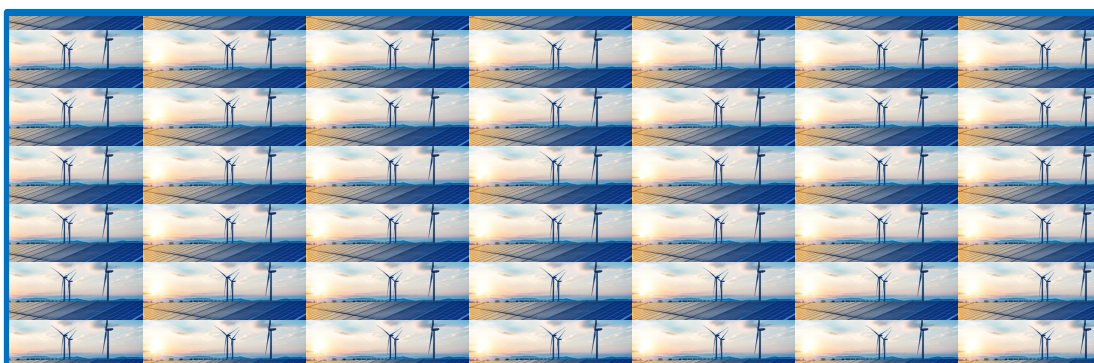




Un engagement durable et renouvelable



# Communication sur l'Engagement

Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie

## Décembre 2020- Décembre 2022

## Sommaire

<b>I. DECLARATION DE RENOUVELLEMENT D'ENGAGEMENT:</b>	<b>3</b>
<b>II. RAPPEL DES DIX PRINCIPES DU PACTE MONDIAL :</b>	<b>4</b>
<b>III. PRESENTATION DE L'ANME:</b>	<b>5</b>
1. LA VISION DE L'ANME:	5
2. MISSION DE L'ANME :	5
3. OBJECTIFS :	6
4. LES ENGAGEMENTS DE L'ANME	6
<b>IV. LES ACTIONS MISES EN PLACE</b>	<b>8</b>
1. DIMENSION SOCIALE	9
2. DIMENSION ENVIRONNEMENTALE	11
3. DIMENSION ECONOMIQUE	11
<i>Les actions de promotion de la Transition Energétique (EE et ER) :</i>	<i>14</i>
<i>Les actions de sensibilisation et de formation</i>	<i>19</i>
<i>Participer aux programmes de recherche scientifique dans le domaine de la maîtrise de l'énergie</i>	<i>22</i>
<i>Emissions de gaz à effet de serre dues à la consommation de l'énergie et analyse des indicateurs de maîtrise de l'énergie</i>	<i>23</i>
<i>Autres actions réalisées dans le cadre des programmes de partenariat et de coopération internationale :</i>	<i>24</i>
<b>V. LES RESULTATS :</b>	<b>25</b>
<b>VI. LES PARTENARIATS A L'ECHELLE NATIONALE ET INTERNATIONALE</b>	<b>27</b>

# I. Déclaration de renouvellement d'engagement:



Tunis, 13 Décembre 2022

## Déclaration de renouvellement de l'engagement au Global Compact

Notre engagement envers le Pacte Mondial des Nations Unies date depuis 18 décembre 2020 correspond à la mission de l'ANME dans la mise en place de la politique de maîtrise de l'énergie de l'Etat, tout en développant une culture sociétale.

En effet, l'ANME s'inscrit dans une démarche de progrès continu avec ses partenaires afin d'identifier les évolutions souhaitables en la matière et participe activement à la promotion et la mise en œuvre des objectifs de Développement Durable (ODD).

Par cette lettre, nous vous exprimons de plus notre volonté de soutenir et de faire progresser les dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies concernant les **droits de l'homme**, les **droits du travail**, la protection de **l'environnement** et la lutte contre la **corruption**.

Nous convenons également que l'une des obligations qui conditionne notre engagement au Pacte mondial des Nations Unies est l'élaboration et la publication tous les deux ans d'une communication sur l'engagement (COE). Cet exercice de responsabilité et de transparence rend compte publiquement les actions mises en place par notre établissement en faveur de la bonne application des dix principes du Pacte Mondial et des Objectifs de Développement Durable.

Le Directeur Général  
de l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie  
**Fethi HANCHI**

## II. Rappel des dix principes du pacte mondial :

Le Pacte mondial des Nations unies, est une initiative lancée en juillet 2000 qui a pour objectif de rassembler tout type d'organisation autour des dix principes universellement reconnus. Cette initiative vise à inciter les organisations à adopter une attitude socialement responsable en s'engageant à respecter les principes relatifs aux droits de l'homme, au droit international du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.

### 10 principes du Global Compact des Nations unies

#### Droits de l'homme



1 Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme.



2 Les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'Homme.

#### Environnement



7 Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement



8 Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.



9 Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

#### Normes internationales du travail



3 Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective.



4 Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.



5 Les entreprises sont invitées à contribuer à l'abolition effective du travail des enfants.



6 Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

#### Lutte contre la corruption



10 Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

L'importance de la notion de « responsabilité environnementale et sociale » dans le contexte économique aussi bien national qu'international, fait que la non prise en compte de ces préoccupations dans la gestion d'une entreprise risque de la mettre en difficulté à l'échelle aussi bien financière que de réputation.

A travers le respect des principes du Pacte Mondial des Nations Unies et l'adhésion à l'agenda 2030 de Développement Durable des Nations Unies, l'ANME affiche une image d'une entreprise citoyenne, verte et responsable. Elle appuie les 17 objectifs de développement durable (ODD) et adhère aux actions visant leur promotion.

### **III. Présentation de l'ANME**

L'Agence Nationale pour Maitrise de l'Energie (ANME) est une organisation de droit public à but non lucratif qui dispose de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et placé sous la tutelle administrative du Ministère de l'Industrie, l'Energie et des Mines.

Depuis sa création, l'Agence Nationale pour la Maitrise de l'Energie « ANME » a bien assumé ses responsabilités envers la société tunisienne en répondant à un besoin primordial qui était celui de mettre en place une politique de maitrise de l'énergie. Il s'agissait, à l'époque sans le savoir, du premier noyau du système développement de l'énergie durable.

Sa principale mission est de concevoir et mettre en œuvre la politique de l'État dans le domaine de la maîtrise de l'énergie. Ce qui se traduit par la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, le développement des énergies renouvelables et la transition vers une énergie plus respectueuse de l'environnement.

#### **1. La vision de l'ANME:**

La Tunisie s'est engagée à la fin de l'année 2013 dans un débat national pour mettre en place une stratégie de transition énergétique jusqu'à 2030.

Cet élan intervient dans un contexte énergétique marqué par l'aggravation du déficit énergétique structurel, la fluctuation du marché pétrolier et l'augmentation vertigineuse de la subvention de l'état dans le domaine de l'énergie.

Ce débat a mobilisé toutes les parties prenantes, y compris les ministères, les autorités locales, la société civile et les partenaires internationaux en vue de trouver des solutions concrètes et équitables à ces défis.

#### **2. Mission de l'ANME :**

En vue de réaliser ces objectifs, l'ANME œuvre principalement à :

- Gérer les actions d'audit énergétique obligatoire et périodique dans les secteurs de l'industrie, du transport et des services et instruire les projets consommateurs d'énergie assujettis à la consultation préalable obligatoire;
- Proposer les incitations, les encouragements et les procédures susceptibles d'optimiser la consommation de l'énergie;

- Certifier les équipements, matériels et produits qui favorisent une consommation rationnelle de l'énergie ou relatifs aux énergies renouvelables. Cette certification procure des avantages conformément à la législation et la réglementation en vigueur;
- Encourager l'exploitation des techniques et des technologies optimisant la consommation de l'énergie;
- Développer les projets pilotes dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et assurer le suivi de la mise en œuvre;
- Assurer des formations dans le domaine de la maîtrise de l'énergie en collaboration avec nos partenaires nationaux et internationaux;
- Planifier et mettre en place les programmes nationaux de sensibilisation et d'éducation dans le domaine de la maîtrise de l'énergie;
- Participer aux programmes de recherche scientifique dans le domaine de la maîtrise de l'énergie;
- Étudier, programmer et évaluer les projets de maîtrise de l'énergie et effectuer des études liées au domaine d'activité de l'ANME, notamment sur l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation de l'énergie;
- Élaborer un inventaire des émissions de gaz à effet de serre dues à la consommation de l'énergie et analyser les indicateurs de maîtrise de l'énergie;

### 3. Objectifs :

Dans ce contexte, l'ANME s'est engagée à atteindre les trois objectifs de transition énergétique suivants :

- Augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix électrique à 35% à l'horizon de 2030
- Réduire la demande énergétique primaire de 30% en 2030 par rapport au niveau de 2010
- Réduire la demande énergétique primaire de 30% en 2030 par rapport au niveau de 2010
- Contribuer à la réduction de l'intensité carbone de 45% par rapport à l'année 2010 à l'horizon 2030

### 4. Les engagements de l'ANME

Tous les projets et programmes financés et soutenus par l'ANME sont structurés pour garantir la maîtrise des risques environnementaux et sociaux de ces activités.

L'ANME cherche à s'assurer, à travers ses processus d'évaluation et de suivi des aspects environnementaux et sociaux, que les projets et programmes sont conçus, mis en œuvre et exploités conformément aux exigences réglementaires applicables dans le pays.

L'ANME reconnaît la ratification des accords, traités et conventions environnementaux et sociaux internationaux par le pays. Elle vise à structurer les projets et programmes qu'elle

soutient de façon à ce qu'ils soient guidés par les principes pertinents et les exigences du droit national et international. Elle ne soutient pas, en connaissance de cause, des projets qui ne respectent pas les obligations aux termes des conventions et accords applicables, tels qu'identifiés dans la liste d'exclusion.

L'ANME reconnaît qu'il incombe à ses partenaires et à leurs activités de respecter les droits universels de l'homme et que cette responsabilité fait partie intégrante du développement environnemental et social durable. Cette responsabilité consiste, entre autres, à respecter les droits universels de l'homme, à éviter d'enfreindre les droits universels de l'homme, à remédier aux impacts négatifs sur ces droits que leurs activités sont susceptibles de provoquer ou auxquels elles peuvent contribuer.

L'ANME considère que l'égalité des genres est un aspect fondamental d'une économie de marché et d'une société démocratique moderne et efficace.

L'ANME examine dans quelle mesure des modifications financières dues aux projets et programmes peuvent constituer, pour des groupes défavorisés et/ou vulnérables de la population, un obstacle financier à l'accès à des services de base et s'assure que des mécanismes efficaces soient conçus et mis en place pour remédier à ce problème.

L'ANME reconnaît qu'il est important de s'intéresser à la fois aux causes et aux conséquences du changement climatique (CC) issues de ses activités et opérations. L'ANME adhère à l'effort national de lutte contre le CC matérialisé dans la contribution nationale déterminée (CND). Chaque fois que cela est envisageable et dans le cadre d'activités dédiées, elle engage des initiatives nouvelles, des programmes innovants et une assistance technique pour soutenir les investissements à émissions de carbone faibles ou nulles, ainsi que les possibilités d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, et pour repérer des occasions de réduire les émissions dans le cadre des projets appuyés par l'ANME. Dans ce même cadre, l'ANME assure la promotion d'une stratégie à faible contenu carbone et appuie aussi ses partenaires pour la conception de mesures d'adaptation favorisant des investissements résistants aux changements climatiques.

L'ANME fait preuve de précaution dans son approche vis-à-vis de la protection, la conservation, la gestion et l'utilisation durable des ressources naturelles vivantes et exige que les programmes et projets correspondants intègrent des mesures de protection et, si possible, améliorent les écosystèmes et leur biodiversité.

L'ANME adhère aux principes de transparence, de responsabilité et de consultation des parties prenantes. Elle communique de façon continue des informations synthétiques concernant ses performances sur le plan environnemental et social et engage un dialogue utile avec ses parties prenantes. Elle veille à promouvoir des bonnes pratiques similaires parmi ses partenaires.

#### **IV. Les actions mises en place**



La politique environnementale et sociale de l'ANME se base sur les valeurs suivantes :

- L'engagement fort dans le développement économique et social de la Tunisie,
- La forte incidence sociale des activités,
- L'engagement éthique et la transparence auprès de ses partenaires, ses sociétaires, ses fournisseurs, son capital humain et ses autres relations,
- Le respect de l'environnement et du développement durable.
- La bonne gouvernance

## 1. Dimension sociale



Sur le plan social, l'ANME capitalise une expérience assez intéressante visant le développement de la culture d'appartenance, d'adhésion des collaborateurs et d'amélioration des conditions de travail.

### La prévention des risques au travail

La sécurité et la santé des travailleurs est la priorité de l'ANME, notamment dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID 19. Une démarche de prévention des risques a été mise en place au niveau du siège de l'agence et les représentations régionales.

Aussi la protection de son personnel est toujours privilégiée surtout lors des déplacements pour le contrôle et la réception technique des projets et ce par la mise à leurs dispositions des moyens, équipements et tenues de travail adéquates.

La médecine de travail : L'ANME a signé un contrat avec un médecin pour le suivi mensuel de l'état de santé de personnel.

### Le bien-être des salariés

L'ANME s'est construite sur des valeurs de responsabilité sociale pour contribuer à l'épanouissement personnel et professionnel de ses employés. L'ANME ne ménage aucun effort pour améliorer le bien-être de ses salariés et offrir les meilleures conditions de travail.

A cet effet, plusieurs initiatives et actions ont été mises en place tels que:

- L'assurance groupe : Un système d'assurance groupe est mis en place depuis la création de l'ANME pour permettre une meilleure couverture des maladies, ceci est accompagné par un système de convention avec :
  - 7 pharmacies (2 pharmacies sur le grand Tunis et 5 pharmacies au niveau de chaque direction régionale)

- 3 centres de radiologie (2 centres sur le grand Tunis et 1 centre au niveau de chaque direction régionale de Sfax)
  - 3 conventions avec des laboratoires d'analyse (2 centres sur le grand Tunis et 1 centre au niveau de chaque direction régionale de sousse)
  - 2 médecins dentiste sur le grand Tunis
  - Des cliniques qui acceptent les prises en charges de l'ANME.
- Le sport de travail :
- L'ANME participe au développement sportif et culturel. En effet, l'agence a constitué une équipe de sport de travail (football) financée par l'amicale du personnel.
  - L'ANME a signé une convention avec une salle de sport pour améliorer le bien-être des employés.
- Education des enfants et des jeunes à travers les conventions avec une école d'enseignement primaire privé.
- Chaque année, l'ANME organise la journée du savoir pour honorer les enfants des fonctionnaires distingués au cours de l'année scolaire.
- En novembre 2022, l'amicale de l'ANME a organisé un voyage de loisir de 3 jours à l'Algérie pour ces adhérents.

### **L'égalité des chances, la non-discrimination**

L'ANME respecte et applique le principe de non-discrimination dans la gestion des «ressources Humaines » et notamment au niveau du recrutement, la formation, l'avancement, ou la promotion professionnelle des collaborateurs. À ce titre, les effectifs reflètent une grande diversité, et ce, quels que soient les niveaux de qualification (exécutions, maitrises, cadres).

Le bilan social de l'année 2021, montre l'amélioration des indicateurs de l'intégration des femmes dans les postes de décisions (cheffes d'unités, responsables programmes nationaux, ...)

### **L'adhésion des collaborateurs**

Pour renforcer l'adhésion des salariés à la sécurité et à l'environnement, nous renforçons les canaux de la communication interne et les réunions d'équipe. Pour encourager la responsabilité environnementale des salariés, deux ateliers d'informations sur l'approche RSE ont été réalisées au profit des responsables de l'ANME.

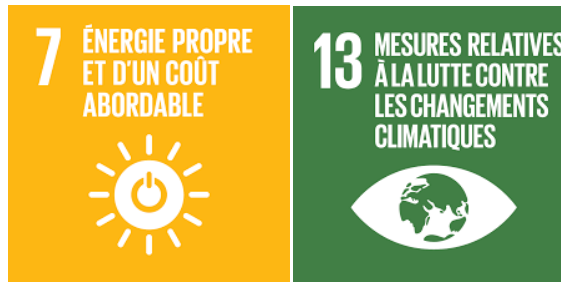
Plusieurs autres actions d'ordre social ont été implantées et concernent :

- Le droit d'association et la constitution du syndicat,
- Les tickets restaurant,
- La tenue de travail,
- Le fonds social,
- L'amicale du personnel de l'ANME pour développer des activités culturelles et de loisir.

#### Activités caritatives :

- L'ANME soutien la promotion de la Transition Energétique dans le milieu scolaire (enseignement de base) et ce par la signature d'une convention de partenariat entre l'ANME et le ministère de l'éducation nationale pour la promotion de la transition énergétique, l'Efficacité Energétique et les Energies renouvelables dans les programmes de l'éducation de base en partenariat avec le ministère de l'industrie, de l'Energie et des Mines. Cette convention vise.

## 2. Dimension environnementale



**Au niveau interne de l'ANME**, plusieurs actions visant l'amélioration des performances environnementales sont mises en place, on cite :

- Installation PV pour la production d'électricité dans le cadre du régime d'autoproduction permettant de couvrir  $\approx$  **25%** de sa consommation énergétique.
- Désignation d'un homme-énergie pour le suivi de la consommation d'énergie de l'ANME.
- Gestion des saisons de chauffage & climatisation.
- Suivi du parc auto et ce par l'installation des systèmes de GPS.
- La mise en place d'une procédure de gestion des déchets (papier, carton, cartouches usagées, PC et appareils électroniques).
- Adoption d'une procédure de gestion des batteries usagées

**Au niveau externe, l'ANME** est au cœur d'une dynamique visant les objectifs stratégiques suivants :

- Amélioration de l'indépendance énergétique par la diversification des sources du pays et le recours aux Energies Renouvelables (ER).
- La baisse de l'intensité énergétique à travers la maîtrise de la demande et l'Efficacité Energétique (EE)
- L'augmentation de la part des ER dans le mix énergétique du pays.
- La baisse de l'intensité carbone
- La création d'emplois verts

## 3. Dimension économique

L'ANME est un acteur clé de la transition vers un développement économique à faible intensité énergétique permettant :

- Une amélioration de l'indépendance énergétique
- Une baisse des subventions au titre des produits pétroliers
- Une baisse de l'intensité carbone
- Une meilleure compétitivité des secteurs

La transition est adossée au FTE comme outil financier dédié permettant d'octroyer les primes à l'investissement, les crédits de financement et les bonifications des taux d'intérêts.

A cet effet, l'ANME, en tant que gestionnaire de la politique de l'Etat en matière de maîtrise de l'énergie, est en charge de la mise en place et le suivi des :

➤ **Actions d'Efficacité Energétique**

- Actions institutionnelles comprenant les audits énergétiques, les projets de cogénérations, autres projets de maîtrise de l'énergie et les contrat-programmes.
- Programmes spécifiques adossés à des mécanismes de financement comme PROMOISOL, PROMOLED, PROMOFRIGO.
- Programmes d'AT et des lignes de crédits financés par les bailleurs de fonds internationaux (BM, AFD, KFW, ...)

➤ **Actions d'Energie Renouvelable**

- Promotion de l'utilisation des ER avec les différents régimes de production de l'électricité à partir des ER tels que : autoproduction, Autorisation et concession.
- Programmes spécifiques adossés à des mécanismes de financement comme PROSOL thermique et PROSOL Electrique.
- Programmes d'AT et des lignes de crédits financés par les bailleurs de fonds internationaux (BM, AFD, KFW, ...)

➤ **Le plan solaire Tunisien**

L'ANME est chargé de l'élaboration, la mise à jour et le suivi de la réalisation du plan solaire Tunisien qui constitue un cadre de planification d'une migration vers une économie à faible émissions de GES

➤ **Rôle dans la NDC**

La Tunisie avait soumis sa Contribution Déterminée Prévues au niveau National (CPDN) à la Conférence des Parties de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques (CCNUCC) le 16 septembre 2015.

A l'issue de la ratification de la Tunisie de l'Accord de Paris, le 17 octobre 2016, et de l'entrée en vigueur de l'Accord le 4 novembre 2016, La CPDN était devenue la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) de la Tunisie.

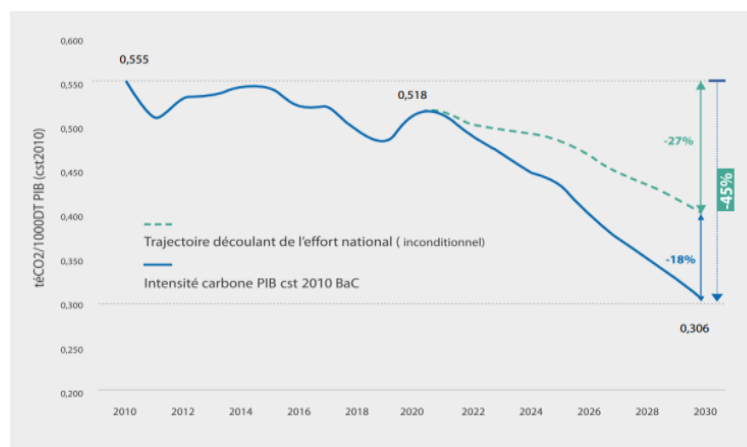
La présente Contribution Déterminée au niveau National actualisée, est établie conformément aux dispositions de la décision 1/CP.21, ainsi qu'aux autres dispositions pertinentes de l'Accord, et permet à la Tunisie de communiquer des efforts d'atténuation et d'adaptation ambitieux pour contribuer à la riposte mondiale à la menace des changements climatiques et atteindre les objectifs prévus par l'article 2 de l'Accord de Paris.

La CDN actualisée est aussi totalement en ligne avec les priorités de développement économique et social de la Tunisie, notamment à travers :

- Son alignement avec **les Objectifs de Développement Durable (ODD)** des Nations Unies, particulièrement les objectifs **1, 3, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13 et 17**.
- Les co-bénéfices significatifs qu'elle implique en termes de croissance économique, de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté.
- L'intégration des aspects relatifs au genre aux deux volets atténuation et adaptation.

### ➤ En matière d'atténuation :

La CDN actualisée **rehausse les ambitions d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre de la Tunisie<sup>1</sup>, à travers un relèvement de l'objectif de réduction de l'intensité carbone nationale<sup>2</sup> à 45% à l'horizon 2030**, par rapport à son niveau de 2010.



Evolution de l'intensité carbone à l'horizon 2030 selon la CDN actualisée

Cette révision à la hausse de l'ambition tunisienne est également bonifiée grâce à trois piliers essentiels :

- Augmentation du périmètre de l'objectif (conformément aux préconisations de l'article 4.13 de l'Accord de Paris), qui inclut désormais exhaustivement, toutes les sources des émissions ;
- Le scénario bas-carbone (BaC) va imposer une trajectoire descendante laissant derrière le pic des émissions nettes. La Tunisie sera donc parfaitement en phase avec la préconisation – pourtant optionnelle à court terme pour les pays en développement- de plafonnement des émissions (article 4.1 de l'Accord de Paris) ;
- La trajectoire de fléchissement des émissions nettes se prolongera après 2030, mettant la Tunisie définitivement dans la rampe de lancement des objectifs à long terme poursuivis par l'Accord de Paris.

### ➤ En matière d'adaptation :

L'objectif général d'adaptation de la CDN actualisée est de « promouvoir une Tunisie résiliente aux changements climatiques, ayant significativement réduit les vulnérabilités et renforcé les capacités d'adaptation de ses écosystèmes, de sa population, de son économie, de ses territoires, et ayant résolument opéré les transformations nécessaires, à même d'assurer un modèle de développement socio-économique inclusif et durable ».

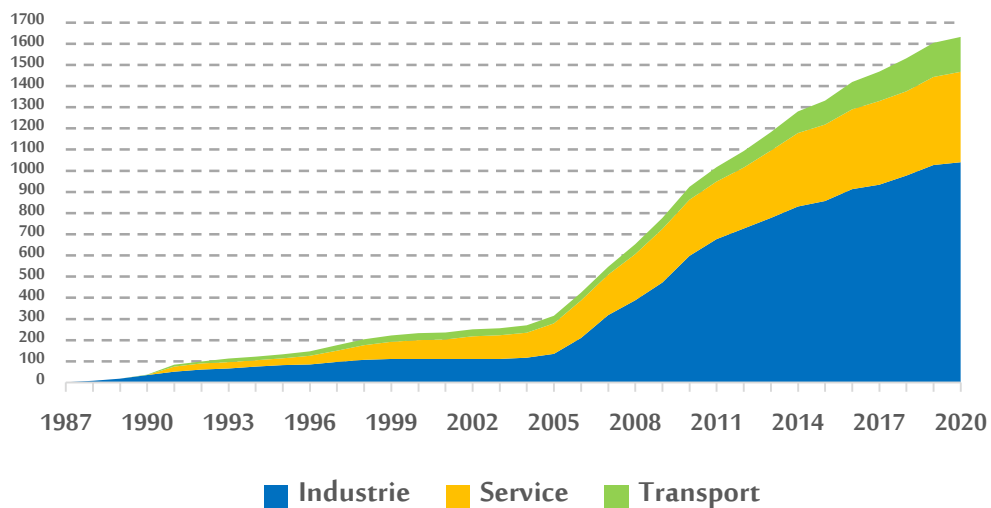
## Les actions de promotion de la Transition Energétique (EE et ER) :



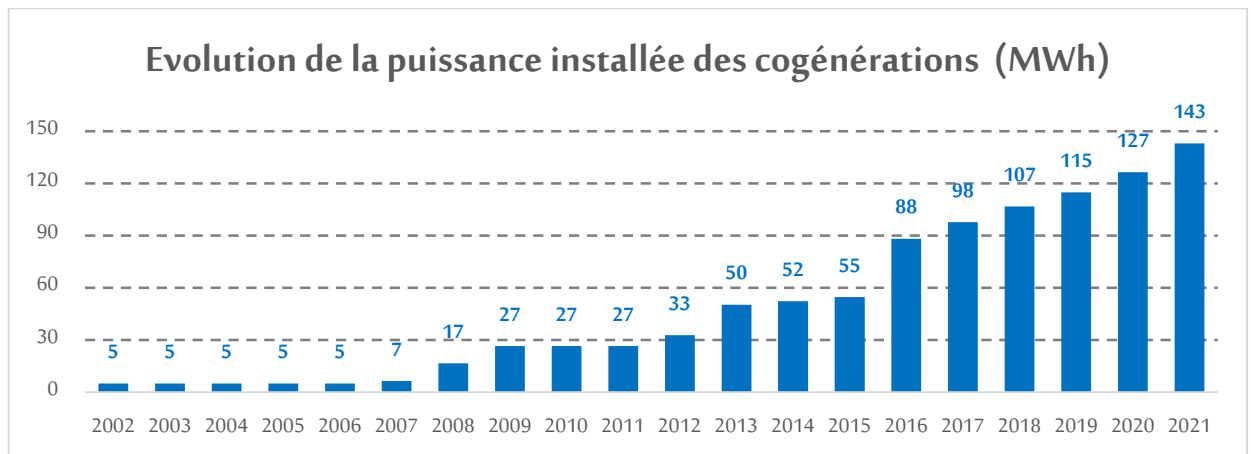
### ➤ Programme des audits énergétiques obligatoires et périodiques

Ce programme a permis l'évolution du nombre des contrats programmes par secteur et atteignant 1690 CP jusqu'au 2022 et permettant une économie d'énergie de  $\approx 8000$  Ktep..

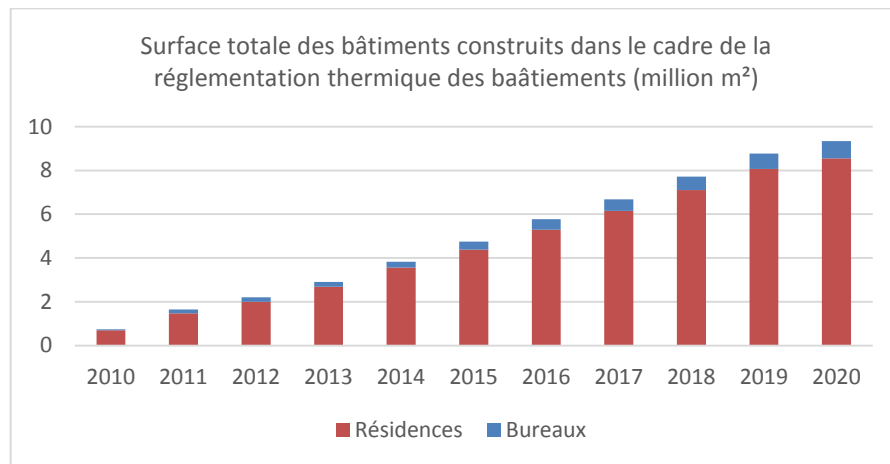
Evolution du nombre des contrat programmes d'investissement  
dans le domaine de Maîtrise de l'Energie par secteur



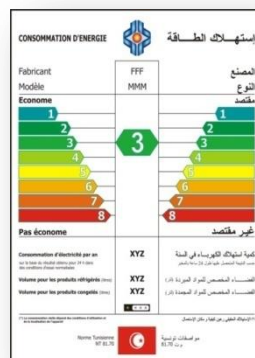
### ➤ Programme de promotion de la cogénération : A ce jour, le total des installations de cogénérations est de l'ordre de **143 Mwh** permettant une économie d'énergie de **83.55ktep/ an**



- Programme de la réglementation thermique des bâtiments neufs : L'économie d'énergie générée par ce programme est de **24419 tep-pci**



- Programme de classification énergétique des équipements électroménagers : interdiction de la vente des réfrigérateurs des classes 4,5,6,7 et 8.

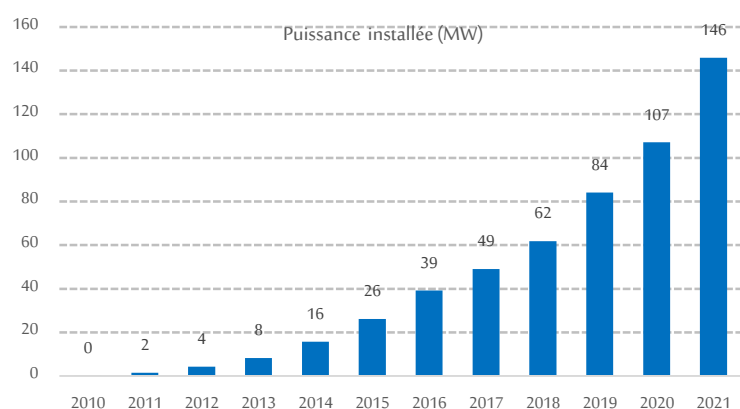


- Programme solaire thermique – PROSOL (résidentiel+collectif) : ce projet à permis l'installation de **1 070000 m<sup>2</sup>** permettant une économie de **72 412 tep-pci** et la création 6000 emplois directes et indirectes.
- Programme solaire photovoltaïque raccordé – PROSOL PV :



Le programme PROSOL-ELEC vise à promouvoir l'utilisation de l'énergie solaire pour produire de l'électricité dans les bâtiments raccordés au réseau basse tension. Ce programme repose sur un mécanisme de financement innovant qui s'appuie sur une aide à l'investissement du Fonds pour la Transition Énergétique et un prêt pour couvrir les

reliquats qui seront restitués sur une durée de 7 ans via la facture d'électricité et de gaz. Outre les aspects énergétiques, le programme a permis le développement d'un tissu industriel et tertiaire de pointe

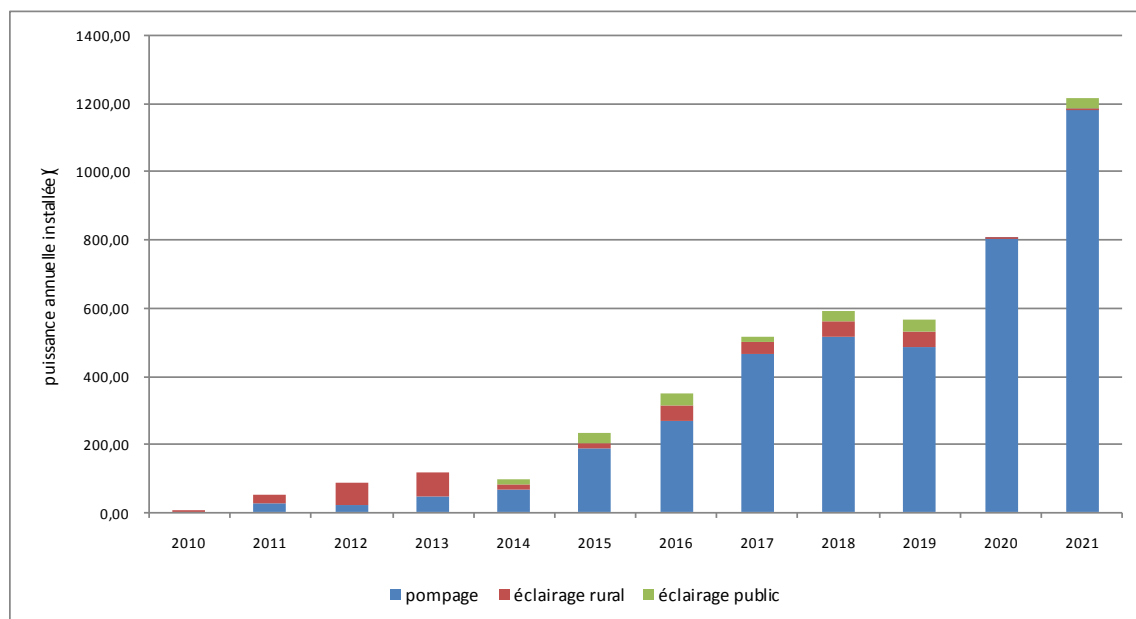


➤ Programme solaire photovoltaïque non raccordé :

Ce programme vise à encourager les investissements dans les projets de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables dans non raccordées, notamment l'éclairage rural, le pompage de l'eau et l'éclairage public.

L'intervention de l'agence consiste à informer et orienter les différents consommateurs, dont les agriculteurs et les riverains, ainsi que les autorités locales et régionales.

L'agence propose également des solutions de financement intégrées en octroyant des subventions et des prêts du Fonds pour la transition énergétique.





- Programme de transition énergétique dans les établissements publics :



Ce programme est financé par la KFW et consiste à l'installation de systèmes d'autoproduction d'électricité à partir des énergies renouvelables et la réalisation des actions d'efficacité énergétique dans les bâtiments, propriété des établissements publics – TEEP

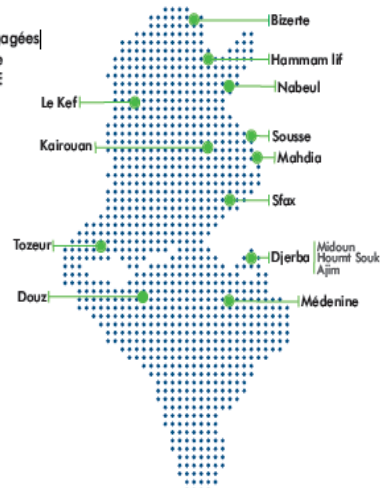
- Alliance des Communes pour la Transition Energétique - ACTE



Ce programme vise à activer le rôle des municipalités dans l'effort national de maîtrise de l'énergie et à les aider à définir et mettre en œuvre des stratégies locales de transition énergétique.

#### VILLES PILOTES DU PROGRAMME

Les Villes pilotes engagées dans la démarche de gestion-qualité ACTE



➤ La mise en place des programmes nationaux :

- Le programme national de renouvellement du réseau d'éclairage public : L'objectif de ce programme est le renouvellement du réseau d'éclairage public en remplaçant 450000 points lumineux par des points lumineux à haut rendement. Ce projet vise à réduire de 50% la facture énergétique communale et permettra une économie d'énergie de 120 GWh/an
- Le programme national de maîtrise de l'énergie dans les mosquées : : L'objectif de ce programme est le remplacement des appareils d'éclairage usagés par de nouveaux appareils à économie d'énergie (LED) et installation de systèmes solaires pour produire de l'électricité connectée au réseau dans toutes les mosquées (environ 6 000 mosquées et mosquées). Ce projet permettra une économie d'énergie de 42 GWh/an
- Programme national de promotion de l'utilisation des lampes économiques – PROMOLED : L'objectif de ce programme est le renouvellement et le remplacement de 4 millions de lampes à incandescence par des lampes à LED économes en énergie, ce qui permettra une économie d'énergie de 160 GWh/an.
- Le programme national PROSOL ELEC PV social : L'objectif de ce programme est de réduire les subventions de l'État allouées, de réduire les subventions énergétiques destinées au segment le plus bénéficiaire des consommateurs d'électricité dans le secteur du logement (environ 800 000 familles) et - de réduire la facture d'énergie électrique de ce segment de consommateurs d'électricité en jusqu'à 80%.
- Le programme triennal de sensibilisation et de communication dans le domaine de la maîtrise de l'énergie

➤ Vers la mise en place d'un Plan de Déplacement Urbain « PDU » : Travail de collaboration pour la mise en place un plan de déplacement urbain pour grand Tunis et identification des solutions pour promouvoir le secteur du transport ainsi que les problèmes de déplacement et de stationnement.



## Les actions de sensibilisation et de formation.

- Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de l'Etat dans la maîtrise de l'énergie, l'ANME est appelée à jouer un rôle fondamental dans le processus de transition énergétique, notamment à travers le développement de la communication.  
Et a fin de sensibiliser le citoyen tunisien pour rationaliser sa consommation ; ANME a organisé plusieurs campagnes de sensibilisation et de communication de terrain sur Grand Tunis et les Régions :
  - Campagne de sensibilisation pour l'économie de carburant : bancs de diagnostic gratuits
  - Campagne de sensibilisation pour la conduite économique :
    - « Conduite économique Grand Public »
    - « Conduite économique Etablissement Public »
  - Campagne de sensibilisation dans les Grands Surfaces sur la maîtrise de l'énergie
  - Campagne de sensibilisation dans Etablissements Publics : l'affichage des supports de sensibilisation dans les sièges sociaux des établissements publics
  - La réalisation des spots de sensibilisation qui visent à informer et à sensibiliser les consommateurs Tunisiens sur la maîtrise de l'énergie et les orientés vers l'utilisation des technologies plus efficaces en matière de consommation d'énergie.
  - une campagne de sensibilisation PROSOL thermique résidentiel destinée aux enfants et au grand public (mois de septembre)
- Efficacité énergétique dans le transport : L'ANME promeut l'éco-conduite. Elle a organisé deux journées de sensibilisation et d'information sur l'efficacité énergétique dans le transport et les actions faciles qui permettent de réduire jusqu'à 30% de sa consommation grâce à l'éco-conduite.



➤ La valorisation des déchets :



Sensibilisation sur la valorisation énergétique pour pousser les établissements consommateurs d'énergie à s'engager vers des territoires à ENERGIE POSITIVE par la valorisation énergétique des déchets, ce qui va permettre d'économiser les ressources naturelles de la Terre, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et aussi de limiter le trafic routier de transport des déchets sur de longues distances. La municipalité de Sfax, AGIL et CEA –PRO ont signé un programme de partenariat pour la réalisation d'un projet pilote de valorisation des déchets dans la ville de Sfax



➤ Vers une dissémination régionale efficace des procédures de mise en œuvre des projets de pompage solaire en sites isolés à travers l'animation des ateliers de formation au profit des responsables techniques de l'APIA et du CRDA sur le pompage solaire photovoltaïque (PV) non raccordé.



➤ Renforcement de capacité des acteurs dans les domaines de maîtrise de l'énergie :

- Formation procédurale des experts auditeurs
- Formation des installateurs PV
- Formation des responsables énergie dans les établissements publics et privés sur l'ISO 50001
- Formation sur le circuit vapeur
- Formation sur l'éclairage efficace
- Formation sur l'air comprimé
- formation des journalistes dans le domaine de maîtrise de l'énergie et remise des prix



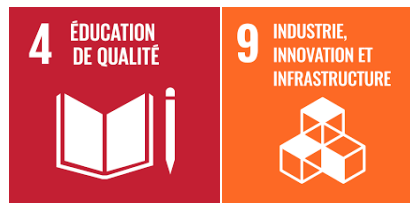
➤ Participation aux salons internationaux



L'ANME a participé au Salon international des équipements, des technologies et des services de l'environnement "POLLUTEC" du 12 au 15 octobre 2021 au Parc des expositions, Eurexpo à Lyon.

- Participation de l'ANME au village de la francophonie en présentant au pavillon Tunisien la carte interactive des énergies renouvelables.
- Webinaire : Organisation des webinaires hebdomadaires thématiques – Hebdo de l'énergie positive.

## Participer aux programmes de recherche scientifique dans le domaine de la maîtrise de l'énergie



- Promotion de la Transition Énergétique dans le milieu scolaire (enseignement de base)  
Signature d'une convention cadre entre l'ANME et le ministère de l'éducation nationale pour la mise en place de la stratégie nationale de la Transition Énergétique dans le milieu scolaire en partenariat avec le ministère de l'industrie, de l'Énergie et des Mines.



- Promotion de la Transition Énergétique dans le milieu d'éducation supérieure  
Organisation de la troisième édition du concours REC IT UP le 25 et 26 septembre 2021 en partenariat entre ANME, SNDP et l'INSAT, intitulé Économie d'énergie et ce en vue de donner l'opportunité aux étudiants pour la création des idées innovantes dont le but est la création des entreprises privées dans l'industrie.



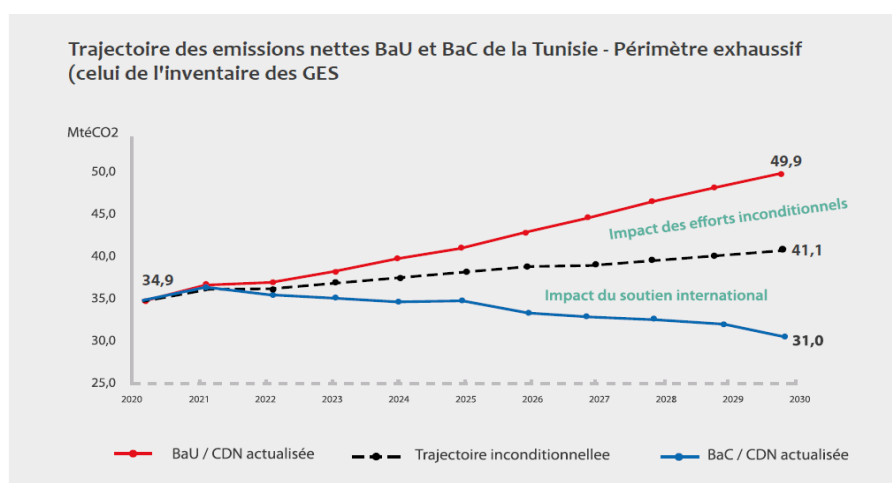
- Promouvoir la recherche et le développement :  
Création d'un comité scientifique au sein de l'ANME pour assurer une meilleure coordination de ces activités et promouvoir le rapprochement du secteur de la recherche et des secteurs économiques.



## Emissions de gaz à effet de serre dues à la consommation de l'énergie et analyses des indicateurs de maîtrise de l'énergie



Il est utile de rappeler que les émissions nettes -en termes absolus- du scénario bas carbone la CDN actualisée s'établiraient à l'horizon 2030 à 33% en dessous du niveau des émissions nettes du scénario bas carbone de la première CDN. Mieux encore, elles seraient largement (-11%) en dessous des niveaux d'émissions de 2010.



**Cumul des émissions 2021 -2030 : 87,25 MtéCO2**

Pour atteindre ces objectifs, l'ANME a beaucoup travaillé et a réalisé plusieurs initiatives, à savoir :

### ➤ Initiative Bas Carbone

L'ANME travaille pour la mise en place d'un plan d'assistance technique et financière au profit des établissements industriels tunisiennes concernées par le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières pour les aider à réduire la teneur en carbone de leurs produits (notamment ceux issus de la consommation d'énergie) et soutenir leur compétitivité, notamment sur le marché européen en plus d'optimiser le potentiel d'assistance et d'accompagnement que l'Union européenne mettra à la disposition des pays partenaires pour préparer la mise en œuvre de cette mesure.

### ➤ Mise en œuvre de la politique du changement climatique :

Le Projet « Renforcement des capacités institutionnelles pour la mise en œuvre de la NDC de la Tunisie» (Projet NDC) vise l'adoption d'une approche participative impliquant les principaux acteurs nationaux du changement climatique pour une mise en œuvre efficace de sa politique climatique et garantir la pérennité des programmes à réaliser.

- Organisation d'un atelier d'information (28 juillet 2022) et d'un atelier de réflexion sur le Mécanisme d'Ajustement Carbonne au Frontières (MACF) (11 octobre 2022).
- Organisation d'un atelier de préparation à la mise en œuvre de l'Article 6 de l'Accord de Paris et à la gouvernance du marché du carbone en Tunisie, le **02 septembre 2022**
- Organisation d'un atelier sur la mise à jour de la simulation des émissions de GES dans le secteur de l'énergie à l'horizon 2050 en partenariat avec le PNUD, le 07 septembre 2022

### Autres actions réalisées dans le cadre des programmes de partenariat et de coopération internationale :



- Promotion des applications des énergies renouvelables à petite échelle dans les zones rurales de la Tunisie : Mise en place du programme REGEND qui vise à améliorer les moyens de subsistance, les avantages économiques, l'inclusion sociale et l'égalité des sexes des communautés rurales arabes, en particulier les groupes marginalisés, en s'attaquant à la pauvreté énergétique, à l'approvisionnement en eau la rareté, la vulnérabilité au changement climatique et d'autres défis liés aux ressources naturelles. Des technologies appropriées d'énergie renouvelable à petite échelle sont utilisées pour mener des activités productives, soutenir le développement de l'esprit d'entreprise et assurer l'autonomisation des femmes, en mettant l'accent sur la création d'emplois et le développement de chaînes de valeur solides pour promouvoir une économie durable.
- L'accès à des services énergétiques fiables, durables et soulèvement des difficultés d'accès à l'eau par la mise en place d'une station de pompage dont le but de promouvoir l'agriculture dans la région (visite de 4 installation solaire PV sis à oisisNefta).



Sidi aichgouvernerat de Gafsa - installation solaire PV dans le centre de formation en énergie solaire et diagnostic du projet pilote Sumer PV (ISET Tozeur)



➤ L'ANME au service de la santé :



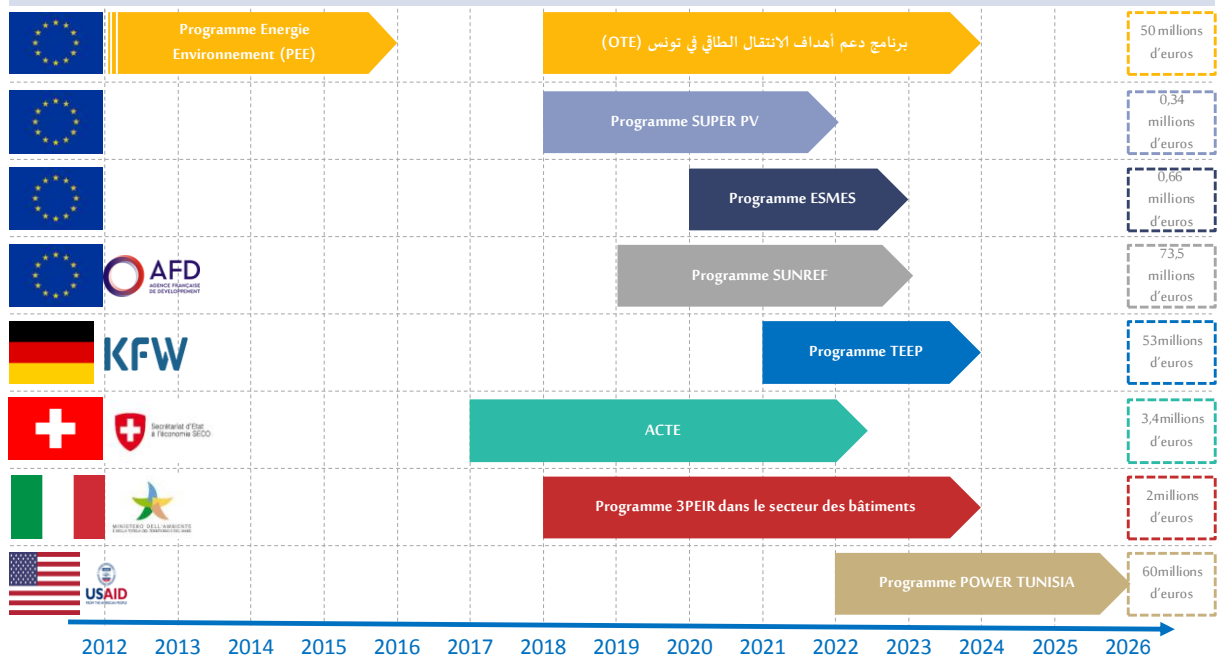
Inauguration d'une installation solaire photovoltaïque à l'hôpital régionale de HOUZA et une installation solaire photovoltaïque au municipalité de Tozeur et ce dans le cadre de l'initiative gouvernementale « Tozeur amie de l'environnement »



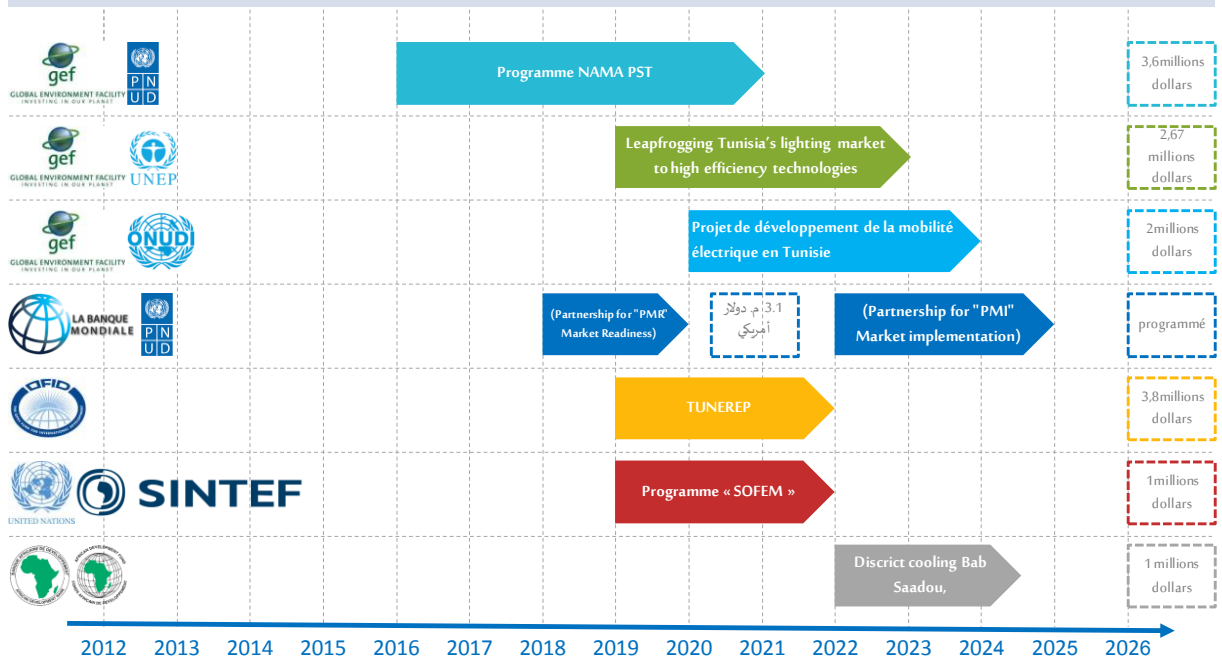
## V. Les résultats

À travers les différentes activités mises en place de la politique de l'état de maîtrise de l'énergie (EE et ER), l'ANME œuvre à développer et promouvoir des projets et des programmes de maîtrise de l'énergie et à alimenter cette expérience par des partenariats à plusieurs niveaux.

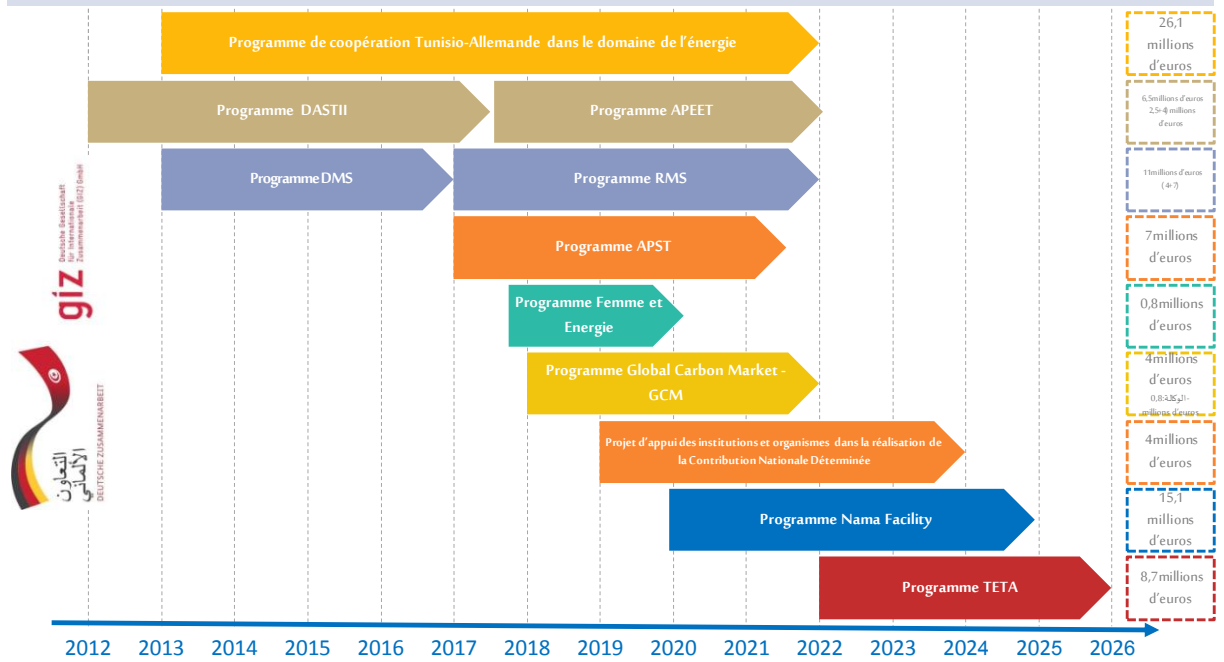
## Projets et programmes de coopération internationale 1/3



## Projets et programmes de coopération internationale 2/3



## Projets et programmes de coopération internationale 3/3



## VI. Les Partenariats à l'échelle nationale et internationale

